

## **Conférence de presse 28.11.2019**

### **Présentation du manifeste paysan**

*Stefan Brunner, agriculteur biologique, Spins (BE)*

La production intérieure de légumes frais couvre un peu plus de la moitié de la demande suisse (55%). La part des légumes transformés est d'environ un cinquième. Environ 1800 exploitations agricoles produisent sur 10'000 hectares, ce qui correspond à 10% de la valeur de la production de l'agriculture suisse. On estime qu'environ 15 000 personnes sont employées dans le secteur des légumes. En raison du niveau très bas des salaires, la majorité des employés en Suisse viennent de l'étranger.

**La protection douanière est importante et doit être maintenue :** Selon les normes internationales, notre production est déjà très durable et écologique. Les légumes importés ne sont pas produits selon des normes comparables et exercent une forte pression sur la production nationale. En application de l'article 104a de la Constitution, la sécurité alimentaire doit veiller à ce que les conditions de production sociales et écologiques des importations répondent aux mêmes normes que les légumes suisses. Le système tarifaire actuel en deux phases contribue à bien protéger la production nationale pendant les principales périodes de production.

**Le niveau des prix doit augmenter pour que nous puissions payer des salaires équitables :** Il doit y avoir des prix minimaux équitables et contraignants, que les grossistes doivent garantir contractuellement. Les conditions de travail doivent être harmonisées dans toute la Suisse afin d'éviter le dumping salarial entre les cantons.

**L'agriculture doit à nouveau porter ses fruits :** Les paiements directs constituent un revenu de base conditionnel. L'agriculture est un jeu à somme nulle. Il ne reste à la fin de l'année que les paiements directs. Il y a de moins en moins d'exploitations agricoles qui produisent plus avec des revenus qui n'augmentent que modérément.

**Prévenir le gaspillage de nourriture :** Les standards de qualité sont aujourd'hui fixés par les grands distributeurs et sont très élevés. Il en résulte une pression unilatérale sur les prix pour les producteurs et les bons légumes comestibles sont transformés en déchets. Les normes imposent également l'utilisation de pesticides pour répondre aux exigences élevées en matière de qualité et de prix.

**Protégez le sol :** L'aménagement du territoire doit être conçu de manière à protéger des sols agricoles de qualité. Dans le même temps, l'offre régionale devrait être renforcée. Les structures rurales de production et de transformation ne devraient pas être empêchées par des exigences de construction, mais au contraire encouragées.

**Orientation durable dans les marchés publics :** Les appels d'offres pour les cantines des écoles, des hôpitaux et des maisons de retraite devraient inclure des critères de durabilité explicites et promouvoir le commerce direct avec une variété d'exploitations agricoles et de transformation régionales.

**Créer la transparence des prix :** Les produits conventionnels génèrent plus de coûts externes (apports d'azote, émissions de gaz à effet de serre et consommation d'énergie) et sont toujours moins chers que les produits biologiques. Les marges excessivement élevées pour les produits biologiques doivent être ajustées.

**Pas sur le dos des fermiers :** Les deux initiatives relatives aux pesticides et à l'élevage de masse poursuivent un objectif important. Le commerce de gros, l'industrie agricole, les écoles agricoles et les agriculteurs travaillent dans la mauvaise direction depuis des années. Ce qu'il faut maintenant, c'est un soutien concret aux agriculteurs pour qu'ils puissent apporter les changements nécessaires.